

Consignes relatives à la signature électronique

Il est rappelé que les documents de la candidature et de l'offre ne nécessitent pas de signature au moment du dépôt du pli sur la PLACE.

L'acte d'engagement sera signé électroniquement par la personne publique et l'attributaire à l'issue du processus de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Cependant, compte tenu des délais de délivrance d'un certificat de signature électronique, les candidats sont invités à prendre dès à présent les mesures pour se mettre en capacité de signer le marché, si leur offre devait être retenue.

Il est de plus rappelé les points suivants concernant la signature électronique :

Certificat de signature

La signature électronique utilisée doit être conforme au règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Cette signature électronique devra s'appuyer sur un certificat de signature qualifié conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Le certificat de signature entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS.

Toutefois, les certificats de signature délivrés antérieurement et conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et au Référentiel Général de Sécurité (RGS) pourront continuer à être utilisés le temps de leur validité.

Important : Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne habilitée à engager la société (un document démontrant cette capacité à engager la société devra être remis à la personne publique) et être en cours de validité au moment de la signature.

La signature électronique devra porter sur le document lui-même, pas sur un fichier compressé (comme un fichier zip ou rar) ou sur un dossier, même si celui-ci ne contient qu'un seul document.

Outil de signature

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix. Toutefois, il est recommandé d'utiliser l'outil de signature de la PLACE.

Si le candidat utilise un outil de signature autre que celui de la PLACE, il transmettra avec le document signé un mode d'emploi rédigé en langue française décrivant la procédure permettant la vérification gratuite de la validité de la signature dans les conditions des articles 5 et 6 de l'arrêté du 12 avril 2018, comprenant notamment le lien sur lequel l'outil de vérification de la signature peut être récupéré et les informations permettant un mode de vérification alternatif (contact à joindre, support du site de l'éditeur du logiciel de signature...) en cas d'impossibilité d'utilisation du lien mentionné ci-dessus.

Format de signature

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.